

Les ouvriers de la décennie perdue

Réflexions sur le travail industriel et les identités de classe
à Bahia, Brésil

Nadya Araujo CASTRO* et Antonio Sérgio Alfredo GUIMARÃES*

Traduction : Didier BLOCH

INTRODUCTION

En Amérique latine, les transformations socio-économiques de la dernière décennie ont remis en question nombre de paradigmes théoriques et de perspectives politiques sur la nature et le rôle des agents du changement social latino-américain.

Les espaces urbains, dont l'importance économique, politique, culturelle et démographique s'est accentuée durant toutes les années quatre-vingt, ont diffusé styles de vie et modèles de consommation caractéristiques des grandes métropoles. Des valeurs nouvelles, devenues symboles de statut social, sont désormais les critères où les trajectoires individuelles trouvent leur sens et où les aspirations collectives appuient leur légitimité. Ces importantes transformations de la représentation collective de la citoyenneté ont fait naître des pratiques sociales et des acteurs nouveaux.

Au Brésil, aux environs de 1980, un important contingent de salariés de l'industrie existait à São Paulo. Leur théorie et leur pratique du syndicalisme, qui s'exerçaient dans la première ville du pays, se répandirent dans la société brésilienne et en firent les piliers de ce qu'ils nommèrent eux-mêmes le « nouveau syndicalisme ». Par cette

* Sociologues, professeurs à l'université fédérale de Bahia, Département de sociologie, chercheurs CNPq, associés à l'Orstom, Estrada de São Lázaro, 197, Federação, Salvador BA Brésil 40210.

expression, consacrée depuis par le jargon des sciences sociales au Brésil, ces syndicalistes marquaient leur propre identité tout en affichant la rupture avec les pratiques passées.

Ces nouveaux éléments firent débattre de la possibilité et des potentialités historiques d'un vaste mouvement social à base ouvrière dans le Brésil des années quatre-vingt. Comme si les ouvriers métallurgistes de São Paulo réincarnaient l'archétype marxiste du sujet ouvrier, capable d'assumer la direction politique de divers segments sociaux, en vue de l'avènement d'une société plus égalitaire. Aux environs de 1980, les grands mouvements collectifs mobilisèrent à plusieurs reprises des dizaines de milliers de travailleurs de l'industrie contre le régime militaire ; ils semblaient ranimer alors le vieux thème de la capacité dirigeante de la classe ouvrière.

Pourtant, les difficultés économiques croissantes, qui se développèrent à partir de la première moitié des années quatre-vingt, et les orientations prises durant la transition politique, dans un contexte institutionnel demeuré fortement autoritaire, limitèrent les actions des syndicats sur la scène politique. Ces derniers, qui adoptèrent alors une position défensive, se consacrèrent à la lutte quotidienne pour assurer la reproduction de leurs propres conditions d'existence et pour garantir au moins le maintien de l'emploi et des niveaux de salaire. Les effets sociaux de cette rétraction furent d'autant plus douloureux qu'ils se concentrèrent sur les secteurs industriels les plus dynamiques de l'économie et les plus radicaux du syndicalisme.

Ce mouvement général connut de fortes différences locales. Dans les régions de la « frontière industrielle » brésilienne, l'État soutint une croissance et un dynamisme conjoncturel peu communs par des facilités financières et fiscales. Cela favorisa l'émergence de nouveaux acteurs sociaux qui allaient faire preuve, dans cette conjoncture, d'une surprenante vitalité politique. Au Brésil, ce mouvement montra toute sa richesse historique dans les années quatre-vingt, quand se consolidèrent de nouvelles régions industrielles.

En même temps, cette dynamique régionale différenciée encouragea les chercheurs à repenser le processus de formation des classes sociales à l'échelle nationale — en particulier celui de la classe ouvrière.

Des situations de ce genre posent un nombre considérable de questions très importantes. Une identité ouvrière peut-elle vraiment se construire au sein de régions où le capitalisme moderne s'est constitué en relation si étroite avec un « État-patron » ? Une « conscience ouvrière » peut-elle émerger dans des situations caractérisées par une forte segmentation du marché de l'emploi urbain, où l'absence totale de politique de sécurité sociale renforce le rôle du travail dit « informel » déjà énorme ? L'exclusion politique et sociale d'un grand nombre de

« prolétaires » ne faciliterait-elle pas la transformation des nouveaux ouvriers en une sorte d'« aristocratie du travail » ? Quelles sont les relations actuelles, et virtuelles, entre ces travailleurs « aisés » et d'autres secteurs sociaux importants, comme la bourgeoisie, les classes moyennes, ou les exclus ?

Pour essayer de répondre, il convient d'examiner quelques-unes des principales caractéristiques, matérielles ou symboliques, de la reproduction de ce monde salarié récemment apparu à la périphérie de l'économie nationale. Afin d'illustrer notre propos, nous considérerons l'expansion industrielle dans le Nordeste brésilien des années 1970 à 1980, dont le principal moteur fut le pôle pétrochimique de Camaçari (Bahia), le plus grand complexe industriel pétrochimique d'Amérique latine (1).

ÉTAT PATRON ET RÉGIONALISME

Le rôle essentiel de l'État dans la constitution des fondements matériels des nouveaux secteurs ouvriers a été l'un de leurs aspects les plus marquants. Cette caractéristique, parce qu'elle était inhabituelle, a été considérée comme un « obstacle » à la constitution d'une identité de classe par certains auteurs.

Selon ces derniers, l'implication des travailleurs dans la destinée des entreprises publiques qui les employaient, aurait nui à la formation de l'altérité nécessaire à la constitution de leur identité propre. Cela pour diverses raisons :

- ils n'auraient pas pu faire l'expérience d'une gestion du travail réellement exploratrice ;
- ils n'auraient pas eu à affronter des patrons véritablement capitalistes, mais plutôt des administrateurs de biens publics ;
- les discours nationalistes et régionalistes qui sous-tendaient les grands projets de développement régional auraient dissimulé les relations d'exploitation entre classes (2).

(1) Dans d'autres travaux (CASTRO, 1988 ; GUIMARÃES et CASTRO, 1988 ; CASTRO, 1990 ; GUIMARÃES et CASTRO, 1990), nous avons montré de manière détaillée l'amplitude des investissements qui ont été faits à Camaçari et l'ordre de grandeur des effets socio-économiques sur la réalité régionale. Nous nous dispenserons donc de reprendre ici ces considérations, de façon à pouvoir nous concentrer sur les aspects de ce processus qui permettent de discuter le thème de la formation des classes sociales dans les sociétés capitalistes dites « à développement tardif ».

(2) OLIVEIRA (1987-a : 67) écrit, par exemple : « Durant toute la période populiste, les travailleurs des entreprises d'État, et principalement ceux de la Petrobrás, ne feront

De la sorte, la classe ouvrière moderne, implantée comme une greffe dans les zones d'expansion par l'action intégrée de l'État et du capital privé, aurait eu bien du mal à atteindre la condition paradigmatique de « classe pour soi », par le simple fait de n'avoir jamais réussi à être une « classe pour les autres ». En d'autres termes, l'émergence d'une identité ouvrière socialement constituée et partagée supposerait la construction de l'« Autre », l'ennemi de classe par lequel les travailleurs se reconnaîtraient. Cela se révélerait impossible dans les entreprises publiques, où le capital n'a pas de propriétaire apparent, dans les entreprises filiales (étrangères ou extra-régionales) ou dans les *joint ventures*, aux capitaux divers, « dont les propriétaires [...] forment une espèce de bourgeoisie sans bourgeois à sa tête » (OLIVEIRA, 1987-a et -b).

On peut s'étonner de la fragilité empirique du raisonnement. Car il est évident, depuis les années soixante-dix, que le mouvement ouvrier peut se montrer virulent, même dans des systèmes « fordistes » ou « néo-fordistes » où le capital et le travail sont administrés par des cadres et des techniciens salariés et non par des patrons. Dans ce cas, il s'agit bien d'un rapport entre l'« entreprise » et ses employés, souvent appelés « collaborateurs » ou « fonctionnaires ». Il semble clair que de tels systèmes ne sont pas dotés d'une efficacité intrinsèque et qu'ils ne sont pas nécessairement capables d'intégrer les travailleurs.

Au contraire, il est très probable, pour rester au niveau structurel, que des conjonctures de crise économique ou de crise de l'hégémonie patronale, peuvent provoquer des mécontentements très sérieux dans ces entreprises et transformer ces modalités de gestion du travail, qui se veulent précisément « hégémoniques », en un contexte extrêmement favorable au développement d'antagonismes de classes. C'est probablement ce qui s'est passé à Bahia (GUIMARÃES, 1988).

Mais, en outre, ce raisonnement est fondé sur une notion empiriciste et naïve du processus d'identification sociale qui ne semble plus du tout valable.

En fait, les classes sont des relations, et elles peuvent aussi être des sujets historiques, avec leurs intérêts et leur volonté, qui ne sont pas déterminés par les seuls rapports sociaux de production. Et même quand ils se ramènent à la production, ces rapports ne traduisent pas seulement des intérêts issus de la découverte de la contradiction,

jamais grève contre l'entreprise : quand ils entrent en grève, c'est pour défendre les conquêtes nationales et, surtout, pour défendre la Petrobrás contre l'impérialisme. » et « les entreprises nouvelles ne viennent pas s'installer pour exploiter la force de travail, mais pour aider le Nordeste ».

mais aussi des intérêts nés de l'expérience des différences qui engendrent les compromis.

À la limite, ce qui reproduit les rapports de production, c'est l'institutionnalisation de certaines règles de relations entre classes, étrangères à tout automatisme. Aussi, la reproduction des rapports de production n'est-elle pas garantie dans l'acte d'achat et de vente de la force de travail, pas plus que les travailleurs ne s'obligent, nécessairement et exclusivement, à rechercher le dépassement de ces rapports.

Il serait préférable de considérer les classes comme des sujets historiques réels, sans leur imputer à l'avance des intérêts dits objectifs, mais en cherchant plutôt à comprendre la constitution historique de ces intérêts. Évidemment, on ne peut pas appeler « déviation » les compromis et les alliances de classe, ni considérer comme « classe en soi », donc sans conséquences politiques positives, les sujets de pratiques populaires qui expriment une situation d'oppression et d'exploitation au travers d'identités sociales différentes (3).

Par conséquent, d'un point de vue méthodologique, ce que la théorie des classes permet, c'est d'analyser la manière dont les intérêts se constituent, en construisant des identités et des subjectivités qui définissent certaines formes de coopération et d'antagonisme. Du point de vue historique, ce que permettent les analyses de situations concrètes, comme celle du Nordeste, c'est l'indication des chemine-ments concrets par lesquels les intérêts se construisent et les sujets se forment, ces dernières étant à la fois présupposé et résultat des processus de transformation sociale.

La moderne structure de classes au sein des nouvelles régions industrielles doit être analysée de deux points de vue (4). D'une part, il est certain qu'il y a eu un mouvement d'expansion capitaliste destiné à élargir les bases d'accumulation du Sud-Est du pays et à incorporer, dans le circuit de la reproduction du capital monopoliste, des régions où dominaient encore d'autres modèles de croissance économique (OLIVEIRA et REICHSTUL, 1973).

Cependant, cette vision, bien que juste, n'est que partielle. Car pour que cette possibilité devienne réalité dans le « capitalisme réel » du

(3) Il nous paraît préférable de suivre la méthode d'analyse de PRZEWORSKI (1977), selon laquelle la formation de classe est le résultat de luttes sociales qui composent une certaine trajectoire historique. Pour qu'une telle méthodologie prenne toute sa valeur, il faut, avant tout, problématiser deux champs fondamentaux : le processus de construction de l'hégémonie (d'une classe sur une autre ou d'une faction de classe sur d'autres factions) et le processus de constitution des intérêts sociaux d'une classe.

(4) Pour une analyse plus détaillée, voir GUIMARÃES et CASTRO (1990).

Nordeste, il a fallu que les acteurs locaux se mobilisent, qu'ils se constituent en classe hégémonique et qu'ils produisent, en même temps, les conditions politiques qui allaient permettre la croissance industrielle de la région.

Dans le cas de Bahia, où convergea la plus grande partie des investissements, l'industrialisation ne fut pas le résultat d'une nécessité économique inexorable. Bien au contraire, elle constitua la pierre de touche d'un discours régionaliste des élites qui, de cette manière, transformèrent leurs intérêts particuliers (participer à la croissance capitaliste nationale contemporaine) en intérêts généraux, c'est-à-dire en « intérêts bahianais ».

Or, dans sa lutte énergique pour représenter les intérêts communs, cette élite bourgeoise se créa la possibilité d'exercer une hégémonie sur les secteurs subalternes. Pour ces derniers, les représentations et l'activité politique furent également marquées par la défense du développement régional, considéré alors comme une condition nécessaire à la réalisation de leurs propres aspirations immédiates. En délimitant ainsi l'univers des expressions possibles de la résistance, l'action de la bourgeoisie locale modela les représentations et les pratiques ouvrières de consentement. Cela fut tout aussi important et décisif, pour le monde ouvrier bahianais, que les déterminations matérialisées dans l'organisation du processus de production (GUIMARÃES, 1987).

Cela nous renvoie au rôle des idéologies dans la production du consentement et à la compréhension de la constitution de l'hégémonie de la classe dirigeante dans le quotidien des entreprises. Cette hégémonie est la condition élémentaire de la reproduction des rapports sociaux de travail dans la production capitaliste moderne.

L'ARISTOCRATIE DU TRAVAIL

Le concept d'« aristocratie ouvrière » est associé, dès sa naissance, à une théorie de la formation des classes pour laquelle le comportement et la pensée politique des travailleurs sont le produit des conditions « objectives » de l'accumulation de capital (5). Dans ce contexte, il

- (5) D'abord utilisé par ENGELS (1882, 1889) et par Lénine (HOBBSAWN, 1973) pour désigner la « déviation » économiciste et corporatiste des travailleurs anglais, le terme incorpora l'historiographie moderne (entre autres : GRAY, 1976; MOORHOUSE, 1978; HOBBSAWM, 1987), tantôt pour désigner une strate économiquement privilégiée des classes laborieuses, tantôt pour interpréter la formation, les conflits et la conscience de classe dans l'Angleterre victorienne.

désigne un résultat non prévu par la théorie — le compromis de classe —, l'argument est que les hauts salaires payés en Angleterre ont « corrompu » ou « refroidi l'élan révolutionnaire » de ces travailleurs (6).

Malgré les innombrables interprétations qui suivirent, une acception nettement déterministe et manichéenne resta associée au concept d'« aristocratie ouvrière ». Pas même les raffinements théoriques apportés par les études sur le procès de travail et ses formes de gestion, ou sur la structuration du marché du travail, n'auront raison du privilège accordé aux facteurs technologiques et économiques, considérés comme principaux déterminants des attitudes et de la conscience ouvrières, au détriment des facteurs politiques, idéologiques et culturels (7).

Pour ce qui est du Brésil, l'exemple des travailleurs de l'ABC (région de São Paulo), au cours des années soixante-dix et des années quatre-vingt, semble justement mettre en évidence l'importance explicative, tantôt de la conjoncture politique, tantôt de la perception de la situation par les travailleurs eux-mêmes; les « privilèges » économiques et le type d'industrie où travaillaient ceux qui formèrent l'avant-garde du « nouveau syndicalisme » jouaient un rôle secondaire (HUMPHREY, 1982).

Dans le cas de Bahia, l'attribution de hauts salaires par l'industrie du pétrole (Petrobras), dans les années soixante, et par les entreprises du pôle pétrochimique, dans les années quatre-vingt, eut des conséquences très différentes sur les comportements politiques et syndicaux de ces deux groupes de travailleurs. Le syndicalisme du pétrole fut nettement dominé par le compromis régionaliste; son mode de mobilisation était marqué par des mots d'ordre politique très généraux (cogestion, défense des intérêts nationaux et du développement régional). Le syndicalisme de la pétrochimie, au contraire, eut, dès l'origine, des revendications centrées sur l'entreprise et sur la condition ouvrière (GUIMARÃES, 1987).

Cette différence s'explique par la diversité des conditions politiques de mobilisation et des réalités vécues au sein des entreprises, alors même que les uns et les autres peuvent être considérés comme des salariés économiquement privilégiés.

(6) Chez Lénine, l'argument inclut une liaison causale entre les hauts salaires et la position impérialiste de l'Angleterre.

(7) Voir à ce sujet l'analyse bibliographique de JELIN et TORRES (1982) sur la thèse de l'aristocratie ouvrière en Amérique latine.

Dans les années soixante, les hauts salaires et les bonnes conditions de travail des salariés du pétrole étaient garantis par la mobilisation et l'organisation ouvrières, dont le but était de se créer un espace politique toujours plus important au sein de la direction de l'entreprise et de participer à la définition des orientations de ses investissements. De tels objectifs étaient rendus possibles par une conjoncture où régnait l'idéologie nationaliste et le populisme.

En revanche, les hauts salaires reçus, dans les années quatre-vingt, par les travailleurs du complexe pétrochimique étaient perçus comme une « récompense » pour des conditions de travail considérées comme précaires et épuisantes. Partisans de l'idéologie socialiste, les syndicalistes de l'industrie pétrochimique affirmèrent sans hésiter leurs options antipatronales et anti-État, face aux stratégies nettement « privées » de la gestion des relations industrielles.

Paradoxalement, c'est précisément là où toutes les conditions d'émergence d'une aristocratie ouvrière semblaient réunies que surgit un groupe dont le discours allait se fonder sur une idéologie de type marxiste. Ce nouvel acteur collectif avait l'intention de prendre la tête à la fois de l'opposition au patronat moderne (alimenté par la technocratie gouvernementale) et de l'opposition au régime militaire, responsable de la naissance de ce patronat (GUIMARÃES, 1988).

Renforcés par la vulnérabilité des « managers » face à une offre relativement mince de travail qualifié, ces travailleurs ont acquis un pouvoir de négociation politique inattendu. Cependant, il manquait les mécanismes formels et les préalables culturels (les administrateurs s'inspiraient d'une tradition autoritaire) pour que ce rapport de forces se transforme en compromis réels.

Il faut tenir compte du fait que l'activité syndicale avait lieu contre la volonté de la direction de l'entreprise : elle combattait ouvertement le pouvoir absolu du patronat au sein de l'usine. De plus, il est important de reconnaître que le discours qui englobait et exprimait les revendications économiques n'était ni étriqué ni corporatiste, mais qu'il était, au contraire, intégrateur par rapport aux autres catégories et qu'il exprimait une opposition au patronat. Il possédait un ton « classiste » nettement reconnaissable, construit autour de la catégorie d'exploitation du travail.

En outre, il est encore étonnant que cela ait pu se passer dans un contexte où les politiques de gestion recouraient intensément à la sous-traitance et stimulaient les différences de statut entre travailleurs, en approfondissant ainsi l'hétérogénéité sociale au sein des entreprises modernes (CASTRO, 1990). Toutefois, les différences d'intérêts parmi des travailleurs soumis à des conditions contractuelles diverses ne provoquaient guère de risques d'affrontement entre eux, comme le

montrent les attitudes des syndicats de la pétrochimie à l'égard des revendications des travailleurs de la sous-traitance.

L'INTÉGRATION DANS L'USINE ET L'EXCLUSION SOCIALE

L'argumentation selon laquelle le chômage et le sous-emploi bloquent tout processus de formation d'une classe ouvrière unitaire et politiquement robuste perd alors de sa force parce qu'il omet les relations possibles entre les « travailleurs avec statut » (8), les « travailleurs sans statut » et les chômeurs permanents.

On a étudié cette question, dans un autre texte, en prenant comme référence deux autres villes du Brésil — Brasilia et Recife — également situées sur la frontière industrielle (CASTRO, 1983). Dans ces deux villes, l'organisation des travailleurs sans statut et des chômeurs s'est faite sur des bases communales et ces travailleurs, qui ont pu se politiser sous l'effet de la conjoncture politique, sont arrivés même à s'articuler durablement avec les organisations ouvrières.

De telles études montrent combien il est difficile d'inférer *a priori* une relation univoque entre différents segments du prolétariat, relation qui dépendrait uniquement de l'importance de cette « réserve » — comme le suggèrent les hypothèses simplificatrices qui prétendent que plus le contingent de chômeurs et de travailleurs sous-employés est important, plus faibles deviennent les possibilités de formation d'une classe ouvrière politiquement active.

Il est certain que les groupes formés par ce que l'on appelle la « surpopulation ouvrière » n'ont pas toujours été considérés (comme l'on fait les classiques) comme un « poids mort » qui contrariait la formation d'une identité ouvrière autour du conflit des classes. De fait, il y eut un temps, notamment jusqu'à l'aube des années soixante-dix, où l'attention des sciences sociales était tournée vers un hypothétique pouvoir subversif inhérent aux exclus et à la population

(8) Le « travailleur avec statut » est celui qui est directement engagé par l'entreprise, avec accès aux droits ordinaires, reconnu par la direction comme « employé » et, en tant que tel, soumis aux politiques patronales. Le « travailleur sans statut », lui, n'est pas traité comme un employé de l'entreprise; de par sa condition de travailleur de la sous-traitance, sa relation de travail et son accès aux droits sont régis par un rapport triangulaire, qui fait intervenir l'entreprise de sous-traitance.

la plus pauvre des villes (9). De fait, ce point de vue ne fut rien de plus qu'une vaine tentative de retrouver dans d'autres couches de dépossédés le potentiel révolutionnaire perdu par les soi-disant aristocrates d'une classe ouvrière plus aisée qu'auparavant et minoritaire.

En ce qui concerne les nouveaux ouvriers, nous avons vu plus haut que l'inclusion dans la collectivité moderne de l'entreprise et l'accès aux nouveaux symboles de statut social n'ont pas nécessairement eu un effet intégrateur et consensuel, et n'ont pas toujours produit des ouvriers « aristocratisés ». Pas plus que la privation matérielle ne fut capable, à elle seule, d'inspirer l'élaboration symbolique d'antagonismes de classes ou d'alimenter des pratiques de franche rupture.

De fait, l'un des résultats empiriques les plus éloquents de l'étude des « nouveaux ouvriers » brésiliens c'est que, paradoxalement, ceux-là même en qui les théories conventionnelles voyaient (d'un mauvais oeil) de futurs intégrés, ressentent en fait une profonde exclusion.

Prenons, par exemple, la définition de carrières qui, dans d'autres contextes (HIRATA, 1984; GALLIE, 1978), contribua fortement à l'intégration sociale dans l'usine et à l'adhésion des ouvriers. À Bahia, elle a constitué la plus importante source d'insatisfaction et de ressentiment. Ce n'est pas un hasard si une étude constatait récemment que l'insatisfaction envers la politique du personnel en général, et envers les modèles de promotion fonctionnelle en particulier, était une des principales causes du mécontentement général des travailleurs du pôle pétrochimique. Mieux encore, on constatait qu'environ 56 % des travailleurs désiraient changer de fonction — même si 46 % voulaient changer de fonction mais pas d'entreprise (CASTRO, 1988).

Ainsi, la stabilisation de la force de travail a provoqué un resserrement des carrières ouvrières (comme celle d'opérateur) qui les prive de toute perspective de promotion, même dans un futur lointain. Pourquoi cela engendre-t-il tant d'insatisfaction à Bahia, alors que dans d'autres contextes cela se passe de manière différente ?

Au Japon, HIRATA (1984) a remarqué que les caractéristiques sociales et culturelles paraissent être déterminantes. Étant donné que ces spécificités ne sont pas exportées en même temps que le capital, les

(9) La désillusion par rapport au potentiel révolutionnaire du prolétariat ouvrier et l'option de rechange représentée par la croyance en la capacité subversive du « *lumpen* prolétariat » étaient fondées sur l'analyse suivante : l'exclusion matérielle extrême, même si elle pouvait initialement coexister avec une possibilité d'inclusion symbolique, tôt ou tard (on donnait même une estimation : chez les émigrés de deuxième génération) ferait place à un sentiment de privation relative qui viendrait alimenter la capacité à nier l'ordre social.

joint ventures de la pétrochimie — où se mêlent capitaux brésiliens et japonais — affichent une tendance typiquement locale au resserrement de carrière en raison de leur gestion, assurée par le partenaire brésilien.

Si l'on prend l'Europe comme élément de comparaison, l'explication la plus plausible semble se trouver dans le caractère despotique et peu participatif des politiques de production au Brésil. En effet, dans les entreprises du pôle pétrochimique de Camaçari, il n'existe pas d'institutions dans l'entreprise qui permette aux ouvriers de participer à la définition des conditions de travail ou à la redéfinition des relations sociales de production. Et cela reste vrai pour l'ensemble des relations industrielles au Brésil : il n'existe pas de « citoyenneté ouvrière » qui puisse compenser le blocage des carrières.

De plus, les politiques d'entreprise, autoritaires et despotiques, sont fondées sur une « culture technique » qui ne se prive pas d'exhiber au grand jour son mépris envers le travail manuel ou subalterne. Il est intéressant de constater que, malgré leur formation, les opérateurs de l'industrie pétrochimique ne se considèrent pas comme des « techniciens » mais comme des « manœuvres » (*peões*). Cela s'explique en partie par le processus de travail : on leur impose des activités pénibles, fatigantes, ennuyeuses et risquées ; même dans les entreprises où le processus est conforme aux modèles internationaux d'automatisation — et exige donc moins d'interventions individuelles — l'administration semble incapable d'« intégrer » les travailleurs (AGIER et GUIMARÃES, 1991).

Il existe donc chez ces « nouveaux ouvriers » une insatisfaction généralisée par rapport à la carrière, aux pratiques d'encadrement et aux conditions de travail. Car les relations sociales dans la production ne font pas que renforcer la hiérarchie issue de la division technique du travail, elles assujettissent aussi le travailleur afin d'éliminer toute forme d'expression politique. Cet aspect de la vie de l'entreprise n'est pas une manifestation de la culture locale, mais plutôt la conséquence d'une législation sociale qui interdit les organisations ouvrières dans l'enceinte de l'usine.

Le *peão* n'a pas de possibilités d'ascension sociale, puisque sa carrière se trouve irrémédiablement bloquée par la stabilisation de la force de travail. L'issue de ce dilemme semble se situer à deux niveaux de l'imaginaire ouvrier : d'une part, dans la redéfinition de sa force collective par l'action politico-syndicale ; d'autre part, dans la représentation du travail ouvrier comme un « emploi transitoire » et passager (AGIER et CASTRO, 1989 ; AGIER et GUIMARÃES, 1991). Autant d'antidotes évidents au sentiment d'exclusion généré par la frustration de la mobilité.

L'expérience des nouvelles générations ouvrières semble donc indiquer que le radicalisme politique ou les sentiments d'exclusion symbolique peuvent très bien se nourrir d'une inclusion économique très forte. On est ici bien loin des attentes selon lesquelles le radicalisme se développait parmi des « prolétaires libres et démunis » qui « n'avaient rien d'autre à perdre que leurs chaînes » ; pour ces derniers, l'exclusion était totale, elle atteignait toutes les dimensions, du matériel au symbolique.

La trajectoire des « nouveaux ouvriers » bahianais montre qu'une grande partie d'entre eux voyait dans l'industrie pétrochimique moderne un moyen d'ascension sociale et entretenait l'espoir d'une mobilité qui les conduirait jusqu'au cœur de la classe moyenne, plus stable. En fait, on peut établir le parallèle avec d'autres études empiriques qui portent sur les attitudes et les comportements des salariés brésiliens. En particulier, il est intéressant d'observer les similitudes avec les attentes de la classe ouvrière nouvellement constituée dans l'industrie automobile dans les années soixante. On y trouve des travailleurs motivés par la recherche de l'ascension sociale et par l'espoir d'une future autonomie individuelle — « s'établir à son compte » —, ce qui indique une tendance à l'insubordination par rapport au capital (RODRIGUES, 1970).

De quelle manière ces espoirs d'ascension sociale s'adaptèrent-ils aux relations sociales du travail ? Quand l'administration est autoritaire, le travailleur s'aperçoit très rapidement qu'il occupe une position subalterne et que la véritable classe moyenne est formée par les ingénieurs et non par les ouvriers. Mais cela ne représente qu'un aspect de son expérience. Plus que l'assujettissement et l'arbitraire auxquels il est soumis, le travailleur, surtout l'ouvrier posté, fait l'expérience de sa totale absence de maîtrise du temps et de l'exclusion de son ancien espace social d'interaction.

Il y a, enfin, collision entre les aspirations d'ascension sociale et l'évolution réelle du niveau de consommation, liée à l'évolution relative des salaires ; ce choc devint particulièrement notoire au début de la présente décennie. Il ne fait cependant aucun doute que, dans un premier temps (1980-1985), les salaires des travailleurs de l'industrie pétrochimique autorisèrent des modes de consommation jusque-là réservés aux classes moyennes : on déménagea vers d'autres quartiers et les symboles du statut nouvellement acquis se multiplièrent, différenciant cette nouvelle catégorie de couches populaires (AGIER, 1990).

Simultanément, cependant, les modes de consommation de la véritable classe moyenne subirent eux aussi une redéfinition, provoquée par les hauts salaires des ingénieurs, des responsables administratifs et des techniciens supérieurs. Grâce à la masse monétaire qui commença

à circuler à ce moment-là, pratiquement toutes les couches sociales modifient leurs habitudes de consommation, ainsi que la symbolique de leur auto-identification sociale.

Il serait donc naïf de penser que le comportement de « nouveaux riches » des ouvriers parvient à éliminer les signes de distinction sociale (OLIVEIRA, 1987-a et -b). Ce qui se passe effectivement, c'est que les travailleurs, même lorsque leur niveau de vie atteint celui de certaines couches de cadres appauvris, gardent les stigmates de leur assujettissement : prisonniers du temps et de l'espace social définis par le travail à l'usine, marqués par l'expérience de l'exclusion, soit de la citoyenneté ouvrière, soit du contact social quotidien (AGIER, 1990; AGIER et GUIMARÃES, 1991).

De la sorte, même s'ils vivaient un processus de moindre exclusion matérielle, celui-ci allait de pair avec un fort sentiment d'exclusion symbolique.

LA DÉLIMITATION DES CLASSES

En résumé, nous sommes confrontés à des travailleurs qui ne présentent plus les caractéristiques du « sujet ouvrier » classique. Premièrement, parce que la prolétarianisation, loin d'être vécue comme une progressive et irréversible insertion dans le monde de l'offre et de la demande de force de travail, semble représenter plutôt un investissement transitoire, une sorte de passeport qui permet de sortir de cet univers lui-même (GUIMARÃES, 1987; AGIER et CASTRO, 1989; CASTRO, 1990; AGIER et GUIMARÃES, 1991). Deuxièmement, parce que plusieurs facteurs limitent les conditionnements idéologiques et politiques favorables à la reproduction de leur rapport salarial. Parmi ces facteurs, deux méritent d'être soulignés : d'une part, l'absence de tradition industrielle locale et de culture ouvrière suffisamment intériorisées; d'autre part, l'origine sociale des nouveaux ouvriers parmi la classe moyenne traditionnelle (en net déclin), et leur expérience politique formée dans les mouvements étudiants au sein des écoles techniques.

Mais, par ailleurs, ils ne constituent pas non plus une nouvelle classe moyenne. Il leur en manque surtout le statut social. C'est vrai même si les limites entre classe ouvrière et classe moyenne semblent devenir de plus en plus floues, en particulier à cause d'une division du travail industriel toujours plus complexe, réduisant le fossé entre conception et exécution.

Ce dernier élément explique l'apparition de groupes de plus en plus nombreux de nouveaux salariés, véritables porte-parole du discours

d'entreprise, qui jouent souvent le rôle de traducteurs simultanés de l'argumentation patronale et de la loi de l'atelier.

Il semble clair que le concept de classe ouvrière n'inclut pas ces derniers, bien que tous partagent la même situation formelle de salariés de l'entreprise. Cela dit, lorsque le travail concret, qui comprend des activités spécialisées, tend à devenir un travail abstrait, où la flexibilité du travailleur devient nécessaire pour faire face à une production elle aussi flexible et internationalisée, il faut remettre en question le bien-fondé d'un autre concept classique : celui de « travailleur collectif ». Pouvons-nous encore le considérer comme légitime ?

Il est certain que le débat devient plus compliqué encore quand on y introduit la dimension de l'intersubjectivité des acteurs, quand nous entrons dans le domaine du symbolique, en cherchant à définir les identités, à construire les sujets collectifs. Dans ce cas, le tracé des limites de la classe ouvrière doit être effectué en tenant compte d'autres déterminants, issus de la culture, et qui permettent de rétablir les liens entre subjectivités personnelles et sociales, individuelles et collectives — en renouvelant en permanence le défi de la compréhension du processus de formation des acteurs sociaux.

Cela nous amène à une autre considération : face aux nouvelles formes de sociabilité, de représentation des différences sociales et de construction des pratiques sociales, convient-il encore de croire que la classe ouvrière moderne possède la capacité de former l'avant-garde des secteurs subalternes ? Pendant ce temps, le rôle de la classe moyenne est chaque jour plus marquant en tant que traductrice et articulatrice des exigences individuelles, vase communicant entre la raison d'État et les raisons privées.

Cette problématique trouve sa source dans différentes manifestations de la réalité contemporaine. D'une part, il est certain que l'approfondissement des hétérogénéités structurelles n'a pas empêché l'émergence d'une avant-garde ouvrière, comme les nouveaux salariés de l'industrie pétrochimique du Nordeste. Ce n'est cependant pas l'unique voie qui se dessine dans l'avenir politique immédiat. Un récent bilan statistique des grèves déclenchées au Brésil entre 1978 et 1986 (ALMEIDA, 1988) a montré, bien que les salariés de l'industrie restent les champions du nombre de grèves, que ce sont les couches moyennes qui présentent le plus grand nombre de journées de travail perdues. On est tenté d'en déduire que ces dernières sont de mieux en mieux organisées.

En outre, l'actuelle conjoncture de crise et les politiques d'ajustement structurel ont donné le coup de grâce au modèle de l'« État-patron ». Les gouvernements militaires et la crise économique qui leur succéda

avaient encouragé le dépassement du vieux modèle de gestion paternaliste. C'est maintenant le néolibéralisme des années quatre-vingt-dix qui prétend achever le processus, moyennant la privatisation totale du capital industriel. Cette nouvelle orientation a provoqué un raz de marée de rationalisation productive et organisationnelle qui est en train de remettre en question certains développements de l'organisation des « nouveaux ouvriers » au Brésil.

Du reste, d'autres facteurs viennent se conjuguer aux précédents et rendent ces groupes de travailleurs politiquement plus fragiles encore. Il faut noter, entre autres :

- l'historique discrétion de l'État lorsqu'il s'agit d'implanter des mesures sociales qui nous rapprocheraient, ne serait-ce qu'un peu, d'un modèle du type « État Providence » ;
- l'absence d'une régulation institutionnelle des droits minimaux qui permettrait la naissance d'une « citoyenneté ouvrière » ;
- l'impact d'une conjoncture qui comporte plusieurs chocs récessifs.

L'actuel mouvement social des « nouveaux ouvriers » est ainsi l'objet d'une série de pressions contradictoires, plus impératives et urgentes les unes que les autres. Ainsi, il faut défendre l'emploi, sans renoncer à la lutte pour l'amélioration des salaires, dans un contexte de conflits autour de la distribution des revenus ; il faut négocier et jouer le jeu institutionnel, sans pour autant perdre l'autonomie contestataire ; il faut défendre des intérêts corporatistes, menacés par la récession, sans cependant perdre la capacité de représenter les intérêts généraux, condition *sine qua non* pour prendre la direction des grandes transformations sociales.

Sans compter qu'un paramètre de taille vient compliquer la situation : la société brésilienne n'a presque jamais soumis un aussi grand nombre de ses membres à des niveaux aussi importants de pauvreté et d'exclusion matérielle. Dans ces conditions, comment résister à la mercantilisation des droits du citoyen ? Comment ne pas céder aux appels messianiques ? Comment ne pas imposer à la fragile structure institutionnelle en construction, le lourd fardeau d'une transition par le haut ?

Dans un tel contexte, comment élaborer une direction politique de classe, alors qu'une masse considérable de citoyens est l'objet de la plus extrême exclusion et que le fossé se creuse toujours plus entre un discours ouvrier qui pêche souvent par son corporatisme, d'une part, et les nécessités minimales de survie de ceux qui n'ont pas même les chaînes du travail salarié à perdre, d'autre part ?

Ces questions demeurent en suspens ; elles sont destinées à nous faire méditer sur les perspectives d'action des « nouveaux ouvriers » issus de la dynamique de transformation de la réalité brésilienne.

BIBLIOGRAPHIE

- AGIER (M.), 1990. *Espaço urbano, família e status social: o novo operariado baiano nos seus bairros*. Caderno CRH, n° 13 : 39-62.
- AGIER (M.) et CASTRO (N. A.), 1989. « Et d'ici cinq ans, crier : liberté ; projet ouvrier et destins personnels parmi les travailleurs et les leaders syndicaux de la nouvelle industrie de process à Bahia (Brésil) » in *Biographie et Société/ Pratiques Sociales et Travail en Milieu Urbain*, n°s 13-11 : 3-32.
- AGIER (M.) et GUIMARÃES (A. S.), 1991. « Alchimie ouvrière : techniciens et « peoes » dans l'industrie de process à Salvador de Bahia (Brésil) » in *Sociologie du Travail*, Paris. Dunod, XXXIII, n° 3 : 351-374.
- ALMEIDA (M. H. T.), 1988. *Difícil caminho : sindicatos e política na construção da democracia* in REIS et O'DONNELL (1988) : 327-367.
- CASTRO (N. A.), 1983. *Ejército de Reserva : Su Especificidad y Comportamiento Político en el Desarrollo del Capitalismo en Brasil*, Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México, thèse de doctorat. 360 p.
- CASTRO (N. A.), 1988. « Novo operariado, novas condições de vida e trabalho na fronteira do moderno capitalismo industrial brasileiro ». Anais, VI Encontro Nacional de Estudos Populacionais, ABEP, Olinda, vol. II : 437-482.
- CASTRO (N. A.), 1990. « Operários em construção : a formação da classe operária na fronteira do moderno capitalismo industrial brasileiro » in LARANGEIRA (éd., 1990) : 128-157.
- ENGELS (F.), 1882. *Letter to Kautsky - September, 12, 1882. Marx and Engels selected correspondence*, Moscou, Progress : 351.
- ENGELS (F.), 1889. *Letter to Sorge - December, 7, 1889. Marx and Engels selected correspondence*, Moscou, Progress : 407-408.
- GALLIE (D.), 1978. *In Search of the New Working Class*, London, Cambridge University Press, 348 p.
- GRAY (R.), 1976. *The labour aristocracy in Victorian Edinburg*, Oxford, Clarendon.
- GUIMARÃES (A. S.), 1988. *Factory Regime and Class Formation: The Petrochemical Workers in Brazil*, University of Wisconsin, Madison, thèse de doctorat. 546 p.
- GUIMARÃES (A. S.), 1987. « Estrutura e formação das classes sociais na Bahia » in *Novos Estudos*, Cebrap, n° 18 : 57-69.
- GUIMARÃES (A. S.), à paraître. « Les classes et leur couleurs à Bahia » in *Cahiers d'Études Africaines, multigr.*, 25 p.
- GUIMARÃES (A. S.) et CASTRO (N. A.), 1988. « Espacos regionais de construção da identidade : a classe trabalhadora na Brasil pos.77 » in *ANPOCS, ciencias sociais hoje*, Vortia. Sao Paulo : 13-49.
- GUIMARÃES (A. S.) et CASTRO (N. A.), 1990. « Classes, regimes fabris e mudança social no nordeste brasileiro » in VALLADARES et PRETECEILLE (éd., 1990) : 148-167.

- HIRATA (H.), 1984. « Les Effets sociaux des grands projets industriels : le pôle pétrochimique de Camaçari, Bahia », colloque *Endettement et Grands Projets industriels et agricoles*, Paris, ministère de la Recherche, 20 p.
- HOBSBAW (E.J.), 1973. *Lenin and the aristocracy of labour. Revolutionaries*. London : 121-129.
- HOBSBAW (E.J.), 1987. *Mundos do trabalho - novos estudos sobre historia operária*, Rio, Paz e Terra, 447 p.
- HUMPHREY (J.), 1982. *Fazendo o 'Milagre' : controle capitalista e luta operária na indústria automobilística brasileira*, Petrópolis, Vozes-Cebrap : 251 p.
- JELIN (E.) et TORRES (J.), 1982. « Os novos trabalhadores na América Latina: uma reflexao sobre a tese da aristocracia operária », in *Dados*, vol. 25, n° 2 : 189-208.
- LARANGEIRA (S.), (éd.), 1990. *Classes e Movimentos Sociais na América Latina*, São Paulo, Hucitec.
- MOORHOUSE (M.), 1978. « The marxist theory of the labour aristocracy » in *Social History*, vol. 3, n° 1 : 61-82.
- OLIVEIRA (F. DE), 1987-a. *O Elo Perdido : classe e identidade de classe*, São Paulo, Brasiliense, 134 p.
- OLIVEIRA (F. DE), 1987-b. « Classes sociales et identité de classe à Bahia (Brésil) » in *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 23, n° 1 : 105-130.
- OLIVEIRA (F. DE) et REICHSTUL (H.P.), 1973. « Mudanças na Divisao Inter-Regional do Trabalho no Brasil » in *Estudos Cebrap*, n° 4 : 131-168.
- PRZEWORSKI (A.), 1977. « Proletariat into a class: the process of class formation from Karl Kautsky's 'The Class Struggle' to recent controversies » in *Politics and Society*, n° 4 : 343-401.
- REIS (F. N.) et O'DONNELL (G.) (éd.), 1988. *A Democracia no Brasil: Dilemas e Perspectivas*, São Paulo, Vértice.
- RODRIGUES (L.), 1970. *Industrialização e atitudes operárias*, Sao Paulo, Brasiliense : 195 p.
- VALLADARES et PRETECEILLE (éd.), 1990. *Reestruturação Urbana : tendências e desafios*, Rio de Janeiro, Nobel.